



Idées

Mitterrand : l'occultation persistante de la « part d'ombre » coloniale

Dans la production audiovisuelle comme dans la classe politique, il y a peu de monde pour s'interroger, trente ans après la disparition de l'ancien président de la République, sur la manière dont son action fut déterminée par une conception impériale de la nation française. Des ouvrages récents le permettent.

Fabien Escalona

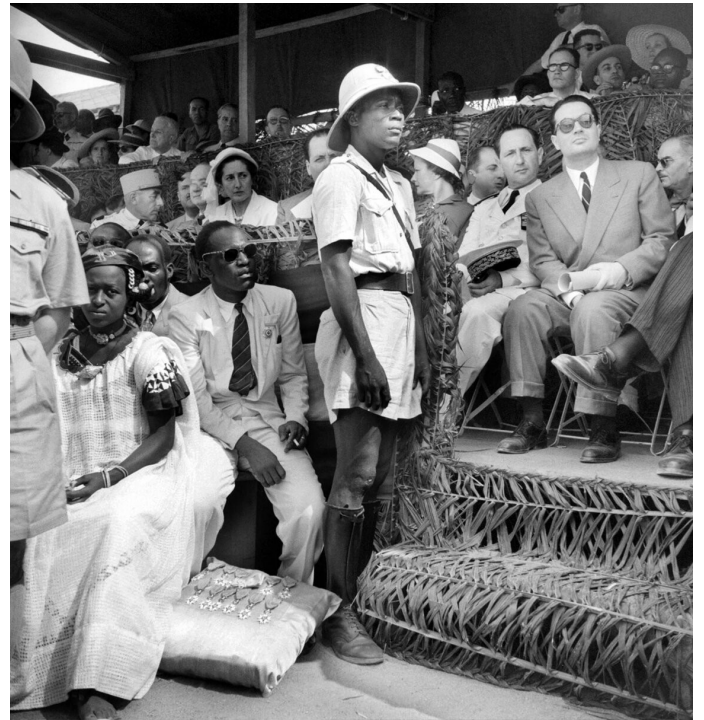
13 janvier 2026 à 14h03

La négligence scénaristique est symptomatique. Dans la série de France Télévisions consacrée à la vie de François Mitterrand, dont la diffusion s'est achevée hier soir et coïncidait avec le trentenaire de sa disparition le 8 janvier 1996, sa participation active à l'entreprise impériale française a été largement éludée.

Le président de la première alternance sous la Cinquième République est pourtant né au moment de l'apogée du domaine colonial sous la Troisième, dont la propagande a frappé son imagination. Il a été directement impliqué dans sa gouvernance en tant que ministre sous la Quatrième, de l'outre-mer puis de l'intérieur et de la justice. Une fois à l'Élysée, il a maintenu les réseaux de la Françafrique, tandis que son second septennat a été marqué par les « *responsabilités lourdes et accablantes* » de l'État face au génocide des Tutsis au Rwanda, d'après la formule du rapport Duclert.

Si l'on sait depuis longtemps que le parcours du fondateur du Parti socialiste (PS) a été politiquement sinueux, depuis ses premiers engagements dans les rangs de la droite ultraconservatrice, dans les années 1930, jusqu'à l'Élysée, où il a gouverné avec la gauche dans les années 1980 et 1990, les épisodes liés à l'Empire – ou à son ombre portée – n'ont guère marqué la conscience collective. Au soir de sa vie, ce sont les révélations à propos de son appartenance à la nébuleuse des

« vichysto-résistants », pendant la guerre, qui ont concentré l'essentiel des polémiques.



François Mitterrand, ministre de la France d'outre-Mer, entouré des membres de la colonie française de la Côte d'Ivoire, lors d'une visite en février 1951 à Abidjan. © Photo AFP

C'est d'ailleurs de ce passé-là que s'est emparée la série de l'audiovisuel public, plutôt que d'offrir un regard plus neuf sur une trajectoire individuelle intriquée avec la trajectoire coloniale et postcoloniale de la métropole française. Si le sujet n'est pas abordé par la culture populaire, il ne l'est guère non plus dans la classe politique. Les courants de gauche marqués par le mitterrandisme, qui auraient pu tirer des réflexions de cet héritage, s'approchent à peine du service minimum.

La chose était déjà perceptible à travers l'expression d'Olivier Faure, premier secrétaire du PS, durant l'année écoulée. En souvenir de sa victoire du 10 mai 1981, le dirigeant socialiste a ainsi fait référence, dans un post de blog sur Mediapart, à un « *discours puissant sur la liberté des peuples* », tenu par l'ancien président à la conférence Nord-Sud de Cancún (Mexique), sans plus de distance critique.

Plus tôt, dans un entretien donné à *L'Obs*, il expliquait qu'« *il a existé une gauche coloniale, de Jules Ferry à Guy*

Mollet ». Comme si tout s'était arrêté après l'arrivée à la tête du PS de François Mitterrand, en 1971 – ce qui est loin d'être le cas. En janvier 2026, dans la brochure consacrée à son lointain prédécesseur à la tête du parti à la rose, Olivier Faure mentionne tout de même « *un héritage plus contrasté sur l'Afrique* ».

L'absence de véritable inventaire

La réserve est tout aussi circonscrite dans le billet admiratif publié par Jean-Luc Mélenchon le 7 janvier. Elle se concentre sur l'Algérie coloniale. « *D'autres chapitres sont venus à ma connaissance dont je ne m'étais pas inquiété à l'époque*, écrit le dirigeant insoumis. *Je pense à ses choix et à ces décisions pendant la guerre d'Algérie alors qu'il était ministre. Sur ce point, et quoi que je lui aie entendu dire quasi par hasard en diverses circonstances, je ne peux avoir le cœur en paix. Même en "tenant compte du contexte".* »

Les « décisions » dont il est question renvoient en fait à la ligne répressive dure épousée par Mitterrand en tant que ministre de la justice du gouvernement de Guy Mollet, sous lequel ont eu lieu quarante-cinq exécutions capitales. Mais à lire Mélenchon, on aurait presque l'impression d'une parenthèse aberrante et isolée dans le cheminement du Charentais vers la stratégie d'union de la gauche. Or, non seulement l'épisode a été activement occulté par l'intéressé et ceux qui avaient accepté son leadership (y compris des anticolonialistes comme Michel Rocard ou Lionel Jospin), mais il s'inscrit dans une forme de continuité longtemps sous-estimée.

C'est du moins ce que défendent les historiens Nicolas Bancel et Pascal Blanchard dans l'ouvrage collectif *François Mitterrand, le dernier empereur. De la colonisation à la Françafrique* (éditions Philippe Rey), paru en 2025. Cette publication est intervenue après celle d'autres livres ayant peu à peu contribué à réévaluer le rôle de l'ancien leader de la gauche dans l'histoire coloniale française.

Il y eut notamment celui de François Malye et Benjamin Stora sur son action durant la guerre d'Algérie, ou encore celui de Thomas Deltombe, *L'Afrique d'abord ! Quand François Mitterrand voulait sauver l'Empire français* (La Découverte, 2024), documentant sa tentative de sauver l'Empire en le modernisant. Quoique politiquement moins offensif, l'ouvrage issu d'un colloque organisé par

l'Institut François Mitterrand lui-même, *François Mitterrand. Itinéraires africains avant la V^e République* (Le Bord de l'eau, 2024), a aussi rassemblé des contributions scientifiques attestant la « *grande ambition euro-africaine* » de l'ancien président de la République.

Le mérite du *Dernier Empereur*, en réunissant des dizaines de spécialistes, est d'offrir un panorama épousant l'ensemble de l'existence de François Mitterrand, tout en avançant une thèse forte : celle d'une sorte de « marque impériale » sur l'ensemble de ses choix politiques à l'égard des (ex-)colonies, des territoires ultramarins et du continent africain.

Bien sûr, les positions de l'homme ont changé avec le contexte, quand l'Empire colonial s'est dissous et que le leadership de la gauche a impliqué d'épouser ses combats tiers-mondistes. Mais une « *cohérence* » serait restée : la conviction que la grandeur française nécessitait la subjugation, directe ou indirecte, d'autres territoires au-delà du continent européen. « *La certitude d'un destin (post-)impérial de la France sera la croyance de toute une vie* », lit-on dans l'introduction du livre.

Un « conservateur-réformateur de l'Empire »

« *Nous avons poursuivi l'hypothèse d'un trait possible entre son passé colonialiste et son action présidentielle*, a expliqué à Mediapart l'historien Nicolas Bancel. *Plus nous avons creusé, plus cette hypothèse nous a semblé porter ses fruits. Très tôt, il a été imprégné d'une représentation positive des colonies françaises. Un de ses premiers engagements se fait d'ailleurs contre l'avocat de l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié, dont le pays a été colonisé par l'Italie* [Mitterrand alerte alors sur « *le danger de voir les masses indigènes se lever contre les colonisateurs si l'Éthiopie l'emportait* » – ndlr]. »



François Mitterrand, ministre de la France d'outre-Mer lors de l'inauguration du port d'Abidjan le 5 février 1951. © Photo AFP

« Sous la IV^e République, poursuit Nicolas Bancel, il a été un des défenseurs les plus acharnés du rêve colonial. Il n'a jamais voulu que les colonies deviennent indépendantes. » Certes, reconnaît-il avec Pascal Blanchard dans l'introduction de l'ouvrage, « *Mitterrand n'est pas un "fou d'Empire" ni un "ultra-Algérie française" [...], il est avant tout un conservateur-réformateur de l'Empire* ». Le qualificatif est choisi avec soin, tant la réécriture du passé de Mitterrand a euphémisé ses positions.

Mitterrand n'était pas en faveur du statu quo impérial mais ne figurait certainement pas parmi les plus progressistes de la nébuleuse « libérale ».

À l'époque, les véritables anticolonialistes sont rares parmi les partis de gouvernement. À gauche et au centre, on trouvait en revanche des « libéraux », partisans d'une évolution démocratique du lien entre la métropole et les colonies, pour des questions de principes ou, de manière plus pragmatique, parce qu'il s'agissait, à leurs yeux, de la seule voie crédible pour maintenir une présence française ultramarine. L'Afrique, en particulier, « *était perçue comme l'atout maître de la France* », note l'historienne Anne-Laure Ollivier dans une contribution à l'ouvrage de 2024 de l'Institut François Mitterrand.

La chercheuse montre bien, en comparant la figure du futur président à d'autres personnalités comme Pierre Mendès France ou Alain Savary, que Mitterrand se distingue par son intérêt très marqué pour la question impériale (y consacrant deux livres dans lesquels il théorisait que « *du Congo au Rhin, la troisième nation-continent s'équilibrera[it] autour de notre métropole* ») ; et en même temps par sa « *vision passéiste du continent* » et l'évanouissement de son libéralisme quand il s'agissait des départements français d'Algérie.

Autrement dit, Mitterrand n'était pas en faveur du *statu quo* impérial mais ne figurait certainement pas parmi les plus progressistes de la nébuleuse « libérale » de la classe politique, bien au contraire. Thomas Deltombe en conclut, pour sa part, que « *le réformisme colonial de François Mitterrand n'avait pas pour objectif d'émanciper les peuples dominés mais de sauver [...] ce qui pouvait l'être du projet impérial* ».

La Françafrique et la tache rwandaise

Ce qu'il reste de ce projet impérial, après les débuts de la V^e République qui renvoient durablement Mitterrand et toutes les gauches dans l'opposition, ce sont les réseaux de la Françafrique développés par le camp gaulliste et maintenus par Valéry Giscard d'Estaing.

François Mitterrand les reproduira lui aussi, et ses deux septennats furent marqués par l'affairisme, le soutien à des dictateurs et des interventions militaires en nombre – vingt-sept sur le continent. « *Les multiples opérations militaires qu'il décide entre 1988 et 1993*, écrit le haut fonctionnaire Louis Gautier dans sa contribution pour *Le Dernier Empereur*, *ont contribué à banaliser les opérations extérieures et à paver la voie de l'interventionnisme militaire de la France des décennies suivantes*. »

« Il a privilégié la solidarité des chefs. Il n'a pas compris que le développement se fonde sur des sociétés démocratisées. »

Thérèse Pujolle, philosophe

Les moments qui auraient pu être des tournants n'en ont pas été. Tout au début de l'alternance de 1981, des hommes sont nommés, aux affaires étrangères et notamment à la coopération, qui ont épousé l'émancipation des pays africains et partagent des convictions tiers-mondistes. Le fameux discours de

Mitterrand à Cancún s’inscrit dans cette veine mais n’est pas suivi d’effets, et ses inspirateurs sont rapidement évincés. La « cellule africaine » de l’Élysée, au sein de laquelle le président a placé son fils Jean-Christophe, poursuivra ses basses œuvres sans entrave.

« Une autre politique était possible, regrette la philosophe Thérèse Pujolle dans *Le Dernier Empereur*, [mais] la gauche socialiste n’a pas pu l’imposer, car elle n’a pas osé remettre en cause le domaine réservé. Chez François Mitterrand perdure la vision de la puissance française appuyée sur son ex-champ colonial. Il a privilégié la solidarité des chefs. Il n’a pas compris que le développement se fonde sur des sociétés démocratisées. »

Le discours de Mitterrand au sommet Afrique-France de La Baule (Loire-Atlantique) de 1990, souvent cité et suggérant que l’aide financière serait conditionnée à la démocratisation, ne sera d’ailleurs pas non plus suivi d’effets. En fait, le président socialiste est hanté par « l’angoisse d’une dépossession de la France par des puissances concurrentes », décrypte Nicolas Bancel. La crainte d’une substitution de l’influence « anglo-saxonne » à celle de la France, sans tout expliquer, éclaire certains de ses choix, notamment au Rwanda.

Son « obsession anti-américaine », écrit la journaliste Maria Malagardis dans *Le Dernier Empereur*, a joué dans

son hostilité au Front patriotique rwandais (FPR) hébergé par l’Ouganda « *anglophone et proche de Washington* » et le soutien apporté au régime de Habyarimana au Rwanda, sous lequel se préparait le génocide des Tutsis commis en 1994. « *Des écarts répétés, systématiques, à la norme et à l’éthique du service de l’État, une forme de toute-puissance élyséenne – du moins jusqu’à la cohabitation [...] – ont précipité la catastrophe* », affirmait l’historien Vincent Duclert dans nos colonnes en 2021.

La question n’est pas tant celle d’un jugement moral sur l’homme Mitterrand, disparu il y a trente ans. Mais celle d’une gauche qui n’a jamais véritablement fait « son anamnèse », nous glisse Nicolas Bancel, en se racontant un peu vite que la refondation socialiste des années 1970 avait permis de rompre avec les responsabilités et les grilles de lecture coloniales.

Au-delà, l’idée fantasmatique d’une nation « spéciale », projetée sur l’ensemble du globe, continue d’infuser les représentations. Faire l’inventaire réellement critique du legs mitterrandien serait le signe d’une conception à la fois plus réaliste – et plus progressiste – du rôle de la France dans les relations internationales contemporaines.

Fabien Escalona